L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX: Rue de Chartres, No. 73. NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 23 MARS 1866. Entre les rues Bienville et Conti.

N. NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 23 MARS.

Pour la liste des arrivages et des départs, celle des lettres restantes, empruntions et consignations, et en qui concerne le mouvement du port en général, voir la partie anglaise.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Pour les détails et l'heure, voir aux annonces.

Par Montgomery & Brun, à 10 heures, au No 87 de la rue du Champ-de-Mars—Bouteilles, cidre et vin rouge, 674 cabanes de vin rouge, vin blanc, cordiaux, champagne, huile, vermouth, sous-de-vie en flacons et en cabanes, etc. etc.

Par C. E. Portier, rue Bourse, entre Canal et Bourse—Un grande lot boulanger, meubles, etc.

Par Frederick quartier-maître du département, à 10 heures, à la Pointe Allerton, rue Tchoupitoulas, près la Belle's Head—Une chaloupe.

Par G. Edmonston, à un salle d'encan—Cent douzaines de chapeaux pour hommes et enfants.

Par L. Van Zeddon, en vacants d'encan Commun, rue Gravier, et au No 17 rue de l'Union—Un bel assortiment de verrerie.

Par Soule & Coppens, à leur salle d'encan, 91 rue Royale — Vins, eaux-de-vie, cordiaux, liqueurs, whiskey, etc.

Les travaux de la Législature.

La session régulière de la législature s'est terminée hier et, comme la fait remarquer un de nos confrères, cette session a été bien remplie, mais cette remplie n'est pas toujours par les choses qui vaudraient la quantité et non la qualité de la besogne faite. Jamais, en effet, le rire des institutions gouvernementales de l'Etat n'a apparu d'une façon plus évidente. En lisant la liste des 129 bills passés à la session actuelle, on n'en trouve pas 23 qui aient le caractère d'une loi d'intérêt général; tous les autres sont d'un caractère purement administratif et ne nécessitent à aucun titre d'occuper la temps et l'attention de nos législateurs. Ce n'est pas, il est vrai, la faute de ces derniers, c'est la faute de la Constitution qui ne laisse pas d'autre remède. Il existe une confusion déplorable entre ce qui est du ressort législatif et ce qui est du ressort administratif, et cette confusion occasionne une perte de temps fâcheuse et des dépenses qui pourraient être facilement évitées.

Nous ne ferons qu'indiquer aujourd'hui la réforme à introduire dans notre mécanisme gouvernemental, mais lorsque le moment sera venu de refaire une constitution pour la Louisiane, nous nous étendrons plus longuement sur ce sujet important.

Dans la liste des 129 bills adoptés, il y en a près de cent qui sont d'un intérêt purement personnel ou local. N'est-il pas ridicule d'avoir absorbé par la législature soit obligée de passer une loi pour le patron de la paroisse Lafourche ou pour l'Etat qui n'a pas pu être reconnus dans les formes ordinaires ! N'est-il pas déplorable qu'une assemblée générale soit obligée de légiférer à propos d'une justice de paix ou d'un constable, d'un chemin vicinal ou d'un pont, d'une adoption d'enfant ou d'une succession, etc. etc. Et, chose bien à établir, l'un contrat à modifier ? Ne serait-il pas plus simple de confier à un conseil administratif permanent le soin de régler toutes ces questions qui ne laissent à la juridiction civile le droit de prononcer, sur *le statut personnel* des habitants de l'Etat ?

Nous signalerons un autre abus qui contribue à la multiplicité des lois et qui est dû à l'initiative individuelle nouvelle à chaque membre de chaque législature nouvelle. C'est celle des bourses employés. L'assemblée avait à régler, par exemple, la question des élections dans l'Etat. Une seule loi, contenant un bureau plusieurs chapitres, suffisait certainement pour tout ordonner. On en a fait une douzaine : deux pour les paroisses, trois ou quatre pour la Nouvelle-Orléans, et une demi douzaine pour les élections municipales de chaque ville. Il y a là une véritable anarchie législative qui occasionne un gaspillage de temps, de papier, d'impressions et conséquemment d'argent.

Au lieu d'un petit nombre de lois d'intérêt général, bien élaborées, embrassant, autant que faire se peut, les cas particuliers, on a une avalanche de projets incomplets et inutiles desquels il faut choisir les quelques-uns qui méritent, pour un périodes et, le plus souvent, l'abandon vote de confiance des membres qui soulèvent ensuite mêmes de protestations.

Le code civil a déjà reçu plus d'une atteinte malheureuse de la part de réformateurs impradents qui ont réussi à faire passer des amendements qui ont réussi à faire passer des amendements qui ne s'accordent pas avec l'ensemble que se fond les mesures de progrès de loi. De cette précipitation à faire des lois résulte la nécessité de défaire à une session une partie du travail accompli dans les sessions précédentes. Pour éviter ces inconvénients, nous ne voyons qu'un moyen : c'est de réduire le cadre des matières sujettes à législation en transférant à un conseil relevant de l'exécutif tout ce qui est de pur intérêt administratif, et de modifier le droit d'initiative dans les chambres de façon à ce que la présentation des projets de loi offre des garanties plus sérieuses. A défaut d'un conseil d'Etat pour élaborer les lois, on pourrait créer un comité réuni du sénat et de la chambre qui en remplirait les fonctions. Nous reviendrons en temps opportun sur les réformes qui nous paraissent nécessaires.

Constatons aujourd'hui qu'il est question de convoquer une session extraordinaire, parce que la législature, dont le temps a été absorbé par deux ou trois cents projets de loi d'intérêt personnel ou local, n'a pas eu le temps de voter toutes les lois d'intérêt général qui sont nécessaires à l'administration des affaires de l'Etat. Ce résultat est dû plus que toutes les critiques.

Parmi les bills d'intérêt général qui ont été votés, nous en trouvons plusieurs qui auraient pu être concentrés en un seul.

Ainsi, par exemple, on eût pu réunir sous le titre de *Loi de finances* tous les bills portant les numéros 1, 3, 5, 13, 23, 24, 25, 28, 53, 64, 77, 120, 121 et 122.

Sous le titre de loi d'élections on pouvait rassembler, comme nous l'avons dit, une douzaine de bills différents. Il en est de même pour les bills qui concernent l'administration de la justice, &c.

Les lois les plus utiles sont l'assimilées ni adoptées sont les cinq lois relatives aux contrats de travail, à l'apprentissage et à l'immigration : malheureusement, ces lois n'ont pas été signées par le gouverneur et n'ont pas été reconnues par le Bureau des affranchis. Mais le gouverneur a signé la loi qui crée un bureau d'immigration et si l'exécution en est confiée à des commissaires actifs et intelligents, la Louisiane pourra en retirer de grands avantages.

Après avoir entendu le rapport des commissaires envoyés à Washington, nos législateurs ont compris qu'il fallait s'occuper à une autre époque la convocation d'une convention. C'est ce que nous n'avions cessé de dire depuis l'ouverture de la session extraordinaire en novembre dernier. Nos sénateurs et nos représentants vont retourner dans leurs foyers respectifs avec des sentiments très différents de ceux qu'ils avaient en arrivant ici. Ils feront comprendre à leur tour à leurs commettants les nécessités de la situation et ils les engageront à attendre avec patience la réalisation des promesses du président Johnson. Le rôle des populations du Sud est tout passif : tout ce qu'on leur demande c'est de faciliter la tâche du président et de laisser agir comme il est entrepris de faire triompher à Washington la cause de l'Union, de la Constitution et de l'égalité des Etats.

ARRIVAGE DE NEW-YORK.

—Le steamer de la malle des Etats Unis, le général Grant, parti de New-York le 16, sous le commandement du capitaine R. W. Holmes, est arrivé avec dix-sept passagers de chambre et 28 passagers d'entrepont.

RETRIBUTION DU SORT.

—Par une circonstance du mauvaise McCulloch, toutes années de cotton sont désormais prohibées, à moins qu'elles ne soient spécialement ordonnées par le département de l'agent général. Cette circulaire a été envoyée à tous les agents inspecteurs pendant [illegible].

THÉATRE DE L'ORDRE.

—Demain samedi, on donnera le grand drame en trois actes et dix tableaux, *Le Bourreau*. Ce drame est tiré du roman de Paul Féval et il est rempli de péripéties émouvantes.

PRIME TROUVÉ PAR LES PASSES DE LA PROVIDENCE. Le Bureau de la Providence [illegible] [illegible] [illegible]